fr

Press release | 01.12.2011

Secteur de la banane

Le PE renonce à exercer ses compétences

Le Parlement européen plie sous les menaces et réduit volontairement ses prérogatives en matière de choix stratégique de financement de la coopération au développement !

Le Parlement européen réuni aujourd'hui en séance plénière à Bruxelles a adopté en troisième lecture l'intégralité du paquet sur les instruments de financement extérieur au grand dam du Groupe des Verts/ALE qui s'est lui opposé au rapport sur les mesures d'accompagnement du secteur de la banane.

Eva Joly, députée européenne Groupe des Verts/ALE, Présidente de la Commission développement et membre de l'équipe de négociation du Parlement européen, regrette ce vote advenu après une longue bataille menée par le Parlement :

"Au-delà des aspects techniques et financiers visant à soutenir le secteur de la banane dans 10 pays ACP, il s'agissait en rejetant ce rapport de faire respecter les pouvoirs du Parlement européen. Après plusieurs mois de négociations tendues, je suis franchement déçue que mes collègues n'aient pas compris l'enjeu de ce vote et aient préféré sacrifié les droits de notre assemblée face aux menaces permanentes - et injustifiées - de la Commission et du Conseil. Alors que chaque jour les citoyens européens ont un peu plus l'impression que la démocratie plie sous le joug des contraintes économiques, le Parlement européen leur aurait envoyé un signe positif en confortant les prérogatives qui sont les siennes depuis 2007 et en défendant celles qui le sont depuis l'application du Traité de Lisbonne. Le Parlement européen décide - au même titre que le Conseil - des choix stratégiques de financement de la coopération au développement et dispose d'un droit de regard démocratique. En adoptant ce rapport aujourd'hui, il a renoncé à exercer ces deux compétences suite aux fausses rumeurs et au chantage exercés par la Commission et le Conseil.

Je suis bien consciente que ces 10 pays ACP avaient plus que jamais besoin de l'aide européenne pour s'adapter à la libéralisation du marché de la banane. Mais d'autres solutions existaient, d'autres fonds étaient disponibles. Nous aurions pu respecter nos engagements moraux et financiers vis-à-vis de ces pays sans pour autant réduire notre légitime rôle démocratique !".

Pour **Catherine Grèze**, députée européenne du Groupe des Verts/ALE, coordinatrice de la commission du Développement :

"Les actes délégués ce n'est certes pas "sexy", mais c'est fondamental !

Le Groupe Verts/ALE est favorable à l'octroi de mesures d'accompagnement, même s'il faut rappeler que la compensation ne va pas résoudre le problème des petits producteurs de bananes qui ne peuvent rivaliser sur le marché mondial avec ceux d'Amérique Latine, en l'absence de règles équitables de l'OMC.

En revanche, notre groupe était farouchement opposé à ce que les parlementaires renoncent à leurs droits acquis par le Traité de Lisbonne. Le Parlement aurait dû avoir un droit de regard sur la manière dont vont être répartis les 190 millions concernés et n'aurait pas dû donner un chèque en blanc à la Commission et aux Etats membres!"

Recommended

Press release

https://unsplash.com/photos/gray-concrete-building-covered-trees-dqXiw7nCb9Q

[EU Parliament continues to support big Agri over small…]

24.04.2024

News

European Union

Plenary Flash 22 - 25 April 2024

19.04.2024

Study

© Christoph Diewald | Flickr

[Alternatives for a fair and sustainable partnership be…]

17.04.2024

Press release

[EUCO: EU Strategic Agenda needs to focus on climate ch…]

17.04.2024

Responsible MEPs

Eva Joly

Member

Please share

- E-Mail